Libéralisation du secteur financier: les dangers pour les pays en développement

Revrisond Baswir, directeur du Centre for Economic Democracy Studies, Université de Gadjah Mada, Yogyakarta, Indonésie
(résumé de l'original anglais)

La libéralisation du secteur financier s'accompagne d'une politique budgétaire stricte, de l'élimination de subventions, d'une libéralisation large des échanges et de la privatisation des entreprises d'Etat.

Pour les pays en développement, la libéralisation du secteur financier recèle les dangers suivants :

1) Comme la crise asiatique de 1997-1998 l'a montré, la libéralisation peut entraîner une vulnérabilité accrue aux crises et peut donc avoir des répercussions graves sur les plans économique, social et politique. Ces crises sont intimement liées au fait que les activités dans le secteur financier sont de plus en plus découplées des activités économiques réelles. Ainsi un nombre croissant de transactions financières ne sert qu'à des fins spéculatives.

2) La libéralisation du secteur financier peut conduire à creuser les inégalités entre différents secteurs économiques, différentes régions et différentes couches de la population. En effet, avec la libéralisation les flux financiers s'accroissent et se dirigent là où il est le plus aisé de les accumuler. Seules en profitent certaines industries et les personnes à haut revenu des villes. Le rôle de l'Etat est aussi modifié en conséquence. Au lieu de servir les intérêts de la population, les gouvernements deviennent dépendants des acteurs financiers. Il devient dès lors plus difficile pour eux de maintenir la souveraineté et l'intégrité nationales.

L'Indonésie a commencé dès 1983 à libéraliser son secteur financier. Depuis la crise asiatique de 1997-1998, cette libéralisation financière est non seulement devenue une cause majeure de la crise, mais également une menace majeure de désintégration politique et économique pour le pays.